Gouvernement du Canada Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Août 2015 : déficit budgétaire de 2,3 milliards de dollars

Le mois d'août 2015 s'est soldé par un déficit budgétaire de 2,3 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 0,3 milliard en août 2014. Les revenus ont augmenté de 2,8 milliards (14,6 %), en raison de la croissance de toutes les sources de revenus, à l'exception des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 4,4 milliards (24,8 %), principalement sous l'effet de rajustements comptabilisés en août 2014 et en août 2015 pour tenir compte des estimations actualisées des coûts liés aux régimes de retraite et autres avantages futurs des employés et des anciens combattants, selon les évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,5 milliard (23,5 %), ce qui est en partie attribuable à une opération de rachat d'obligations exécutée en août 2015.

D'avril à août 2015 : excédent budgétaire de 2,8 milliards de dollars

Pour la période d'avril à août 2015 de l'exercice 2015-2016, le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 2,8 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 1,1 milliard pour la même période de l'exercice 2014-2015. Les revenus ont augmenté de 11,1 milliards (10,3 %), en raison de la croissance de toutes les sources de revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 7,4 milliards (7,6 %), en raison de la hausse des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard (2,1 %), principalement en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Août 2015

Le mois d'août 2015 s'est soldé par un déficit budgétaire de 2,3 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 0,3 milliard en août 2014.

Les revenus ont totalisé 22,2 milliards de dollars en août 2015, en hausse de 2,8 milliards par rapport à août 2014.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (6,9 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 1,6 milliard de dollars (334,3 %), sous l'effet de cotisations et de nouvelles cotisations visant des années d'imposition antérieures ainsi que des variations du calendrier des recettes, qui ont eu pour effet d'abaisser ces rentrées en août 2014.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (23,3 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (8,0 %). Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse de 0,2 milliard (7,8 %) des revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS). Les taxes sur l'énergie ont augmenté de 20 millions, les droits de douane à l'importation ont progressé de 0,1 milliard, et les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 8 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,1 milliard de dollars (3,8 %), en raison de la croissance de la rémunération.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont diminué de 11 millions de dollars.

Les charges de programmes ont totalisé 22,0 milliards de dollars en août 2015, en hausse de 4,4 milliards (24,8 %) par rapport à août 2014.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,9 milliard de dollars (15,4 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard (3,4 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,4 milliard (29,1 %), en grande partie en raison de facteurs liés au calendrier des versements. Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE), ont augmenté de 0,4 milliard (36,4 %), principalement sous l'effet de la bonification et de l'élargissement de la PUGE à compter de janvier 2015.
- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (4,0 %), ce qui est attribuable aux augmentations prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes se composent des paiements de transfert aux particuliers et aux organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou les principaux transferts aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, qui comprennent les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes de même que les charges des sociétés d'État. Les charges de programmes directes ont augmenté de 3,2 milliards de dollars (49,6 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (7,2 %).
  - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 3,1 milliards de dollars (68,7 %), principalement sous l'effet de rajustements comptabilisés en août 2014 et en août 2015 pour tenir compte des estimations actualisées des coûts liés aux régimes de retraite et autres avantages futurs des employés et des anciens combattants, selon les évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement. En août 2014, le gouvernement a comptabilisé un rajustement cumulatif à la baisse pour l'exercice en cours au titre des coûts relatifs aux régimes de retraite et autres avantages futurs, tandis qu'en août 2015, il a comptabilisé un rajustement cumulatif à la hausse pour l'exercice en cours. Les rajustements comptabilisés au cours de chaque exercice découlaient en grande partie de la fluctuation des taux d'intérêt, qui servent à calculer la valeur actualisée des obligations du gouvernement au titre des avantages futurs.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (23,5 %), ce qui est en partie attribuable à une opération de rachat d'obligations exécutée en août 2015.

D'avril à août 2015

La période d'avril à août 2015 de l'exercice 2015-2016 s'est soldée par un excédent budgétaire de 2,8 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 1,1 milliard pour la même période de 2014-2015.

Les revenus ont progressé de 11,1 milliards de dollars (10,3 %) pour s'établir à 119,4 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 2,8 milliards de dollars (5,3 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 2,9 milliards de dollars (23,6 %), sous l'effet de cotisations et de nouvelles cotisations visant des années d'imposition antérieures.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (10,3 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 1,9 milliard de dollars (9,5 %) de plus. Les revenus tirés de la TPS ont augmenté de 1,5 milliard (10,8 %). Les taxes sur l'énergie ont augmenté de 0,1 milliard, les droits de douane à l'importation ont progressé de 0,3 milliard et les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,1 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (3,7 %), en raison de la croissance de la rémunération.

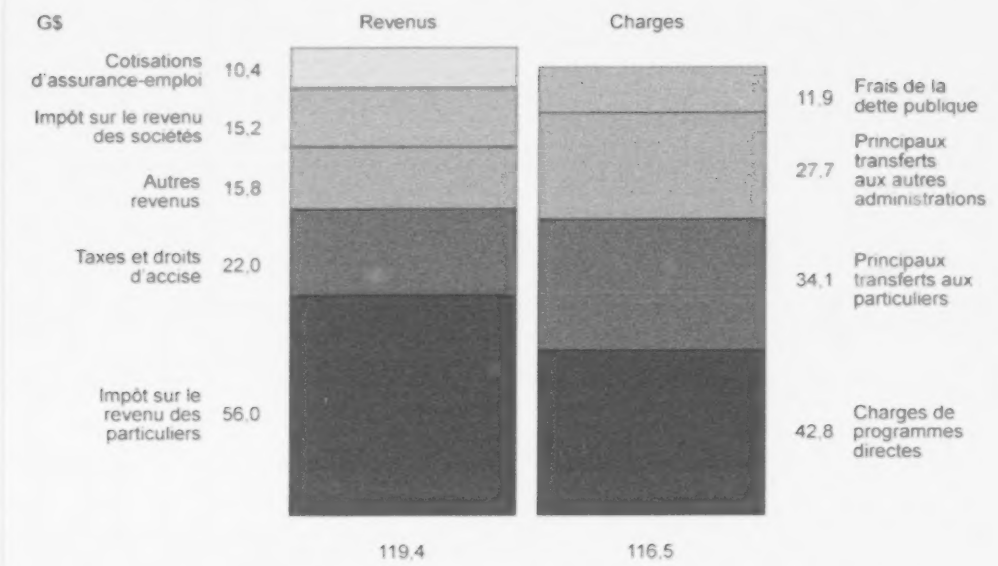
- Les autres revenus ont augmenté de 2,9 milliards de dollars (27,6 %), principalement sous l'effet du gain réalisé lors de la vente, en avril 2015, des dernières actions ordinaires de General Motors détenues par le gouvernement.

Pour la période d'avril à août 2015, les charges de programmes ont totalisé 104,7 milliards de dollars, en hausse de 7,4 milliards (7,6 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 3,6 milliards de dollars (11,9 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,8 milliard (4,6 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,7 milliard (9,8 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 2,1 milliards (38,9 %), principalement en raison de la hausse des prestations découlant de l'élargissement et de la bonification de la PUGE.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (4,5 %), principalement sous l'effet des hausses prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 2,6 milliards de dollars (6,5 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
    - Les paiements de transfert ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (1,9 %).
    - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 2,4 milliards de dollars (8,4 %), ce qui s'explique en grande partie par une hausse des charges au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés et des anciens combattants.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard de dollars (2,1 %), surtout en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Revenus et charges (d'avril à août 2015)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 13,5 milliards de dollars d'avril à août 2015

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où ils sont gagnés ou elles sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées ou les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, y compris le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu de l'excédent budgétaire de 2,8 milliards de dollars et des besoins financiers de 16,4 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à août 2015 s'est soldée par des besoins financiers de 13,5 milliards, comparativement à des besoins financiers de 3,9 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 22,4 milliards de dollars

L'État a couvert ses besoins financiers de 13,5 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 8,8 milliards en augmentant la dette non échue de 22,4 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin d'août 2015, les soldes de trésorerie s'élevaient à 36,8 milliards de dollars, en hausse de 6,8 milliards par rapport à la fin d'août 2014.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Août		Avril à août	
	2014	**2015**	**2014–2015**	**2015–2016**
Opérations budgétaires				
Revenus	19 354	22 184	108 247	119 355
Charges				
Charges de programmes	-17 657	-22 035	-97 245	-104 665
Frais de la dette publique	-2 013	-2 487	-12 125	-11 867
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-316	-2 338	-1 123	2 823
Opérations non budgétaires	2 990	3 031	-2 765	-16 370
Ressources ou besoins financiers	2 674	693	-3 888	-13 547
Variation nette dans les activités de financement	-6 304	-2 161	7 746	22 354
Variation nette dans l'encaisse	-3 630	-1 468	3 858	8 807
Encaisse à la fin de la période			29 932	36 756

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

	Août			Avril à août		
	2014 (M$)	2015 (M$)	Variation (%)	2014–2015 (M$)	2015–2016 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	10 903	11 653	6,9	53 171	55 970	5,3
Impôt sur le revenu des sociétés	481	2 089	334,3	12 317	15 227	23,6
Impôt sur le revenu des non-résidents	460	567	23,3	2 217	2 445	10,3
Total des impôts sur le revenu	11 844	14 309	20,8	67 705	73 642	8,8
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 554	2 754	7,8	13 402	14 854	10,8
Taxes sur l'énergie	465	485	4,3	2 218	2 337	5,4
Droits de douane à l'importation	404	494	22,3	1 938	2 227	14,9
Autres taxes et droits d'accise	529	537	1,5	2 527	2 580	2,1
Total des taxes et droits d'accise	3 952	4 270	8,0	20 085	21 998	9,5
Total des revenus fiscaux	15 796	18 579	17,6	87 790	95 640	8,9
Cotisations d'assurance-emploi	1 510	1 568	3,8	10 004	10 378	3,7
Autres revenus	2 048	2 037	-0,5	10 453	13 337	27,6
Total des revenus	19 354	22 184	14,6	108 247	119 355	10,3

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Août			Avril à août		
	2014 (M$)	2015 (M$)	Variation (%)	2014 –2015 (M$)	2015 –2016 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 575	3 698	3,4	17 848	18 669	4,6
Prestations d'assurance-emploi	1 431	1 848	29,1	7 300	8 013	9,8
Prestations pour enfants	1 089	1 485	36,4	5 364	7 453	38,9
Total	6 095	7 031	15,4	30 512	34 135	11,9
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 676	2 836	6,0	13 381	14 178	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 048	1 080	3,1	5 242	5 400	3,0
Total	3 724	3 916	5,2	18 623	19 578	5,1
Accords fiscaux et autres transferts[1]	1 672	1 688	1,0	8 827	9 109	3,2
Villes et collectivités du Canada	0	0	s.o.	987	979	-0,8
Abattement d'impôt du Québec	-376	-384	2,1	-1 879	-1 922	2,3
Total	5 020	5 220	4,0	26 558	27 744	4,5
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Affaires autochtones et Développement du Nord	427	545	27,6	2 480	2 688	8,4
Agriculture et Agroalimentaire	61	108	77,0	186	355	90,9
Emploi et Développement social	405	341	-15,8	1 914	2 139	11,8
Affaires étrangères, Commerce et Développement	193	138	-28,5	820	800	-2,4
Santé	96	81	-15,6	1 261	1 260	-0,1

Industrie	216	246	13,9	907	953	5,1
Autres[1]	640	726	13,4	4 051	3 645	-10,0
Total	2 038	2 185	7,2	11 619	11 840	1,9
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	499	707	41,7	2 828	3 353	18,6
Défense nationale	1 677	2 460	46,7	8 116	8 809	8,5
Tous les autres ministères et organismes	2 328	4 432	90,4	17 612	18 784	6,7
Total des autres charges de programmes directes	4 504	7 599	68,7	28 556	30 946	8,4
Total des charges de programmes directes	6 542	9 784	49,6	40 175	42 786	6,5
Total des charges de programmes	17 657	22 035	24,8	97 245	104 665	7,6
Frais de la dette publique	2 013	2 487	23,5	12 125	11 867	-2,1
Total des charges	19 670	24 522	24,7	109 370	116 532	6,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle des états financiers consolidés du gouvernement du Canada de 2014-2015.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Août		Avril à août	
	2014	2015	2014–2015	2015–2016
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-316	-2 338	-1 123	2 823
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-173	-276	-1 269	-1 376
Autres activités d'investissement	232	-272	4 469	-1 167
Régimes de retraite et autres passifs	-789	1 516	440	1 862
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	3 202	3 449	-10 507	-13 398
Opérations de change	185	-1 753	2 364	-4 148
Amortissement des immobilisations corporelles	333	367	1 738	1 857
Total des autres activités	3 720	2 063	-6 405	-15 689
Total des opérations non budgétaires	2 990	3 031	-2 765	-16 370
Ressources ou besoins financiers	2 674	693	-3 888	-13 547

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Août		Avril à août	
	2014	2015	2014 –2015	2015 –2016
Ressources ou besoins financiers	2 674	693	-3 888	-13 547
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-268	-3 480	5 576	4 283
Bons du Trésor	-5 300	200	4 200	11 400
Titres au détail	-21	-22	-143	-101
Total	-5 589	-3 302	9 633	15 582
Emprunts en devises	117	529	-223	3 483
Total	-5 472	-2 773	9 410	19 065
Réévaluation de swaps de devises	-409	614	-1 379	3 024
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-110	12	-4	384
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-313	-14	-281	-119
Variation nette dans les activités de financement	-6 304	-2 161	7 746	22 354
Variation dans l'encaisse	-3 630	-1 468	3 858	8 807

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2015	31 août 2015	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	123 631	106 413	-17 218
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	487 881	492 164	4 283
Bons du Trésor	135 692	147 092	11 400
Titres au détail	5 660	5 559	-101
Total partiel	629 233	644 815	15 582
Payable en devises	20 267	23 750	3 483
Compte de réévaluation de swaps de devises	6 669	9 693	3 024
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	4 296	4 680	384
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	4 715	4 596	-119
Total de la dette non échue	665 180	687 534	22 354
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	152 664	152 262	-402
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	76 140	78 585	2 445
Autres passifs	6 002	5 821	-181
Total des régimes de retraite et autres passifs	234 806	236 668	1 862
Total de la dette portant intérêt	899 986	924 202	24 216

Total des passifs	1 023 617	1 030 615	6 998
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	136 696	141 683	4 987
Comptes d'opérations de change	85 018	89 166	4 148
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	113 681	113 727	46
Actif des régimes de retraite du secteur public	1 263	1 263	0
Total des actifs financiers	336 658	345 839	9 181
Dette nette	686 959	684 776	-2 183
Actifs non financiers	74 629	74 148	-481
Dette fédérale (déficit accumulé)	612 330	610 628	-1 702

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 31 août 2015 inclut des pertes de 1,1 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrées par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril à août 2015.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Glenn Purves au 613-369-5655.

Octobre 2015

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2015)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document doit être adressée au ministère des Finance Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134